



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°101 – Semaine du 14 juillet 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Nombre d'enfants nés dans les pays nordiques en 2024 :

259 000

Soit -19 % par rapport à 1990. En 2024, les taux de fécondité étaient historiquement bas en Finlande (1,25), en Islande (1,56) et en Suède (1,43). En Norvège, le taux de fécondité était légèrement plus élevé qu'en 2023 (1,44). Au Danemark, il était de 1,47.

Source: [Nordic Statistics](#)

Pays nordiques

Air France-KLM souhaite augmenter sa participation dans SAS à 60,5%.

Le Groupe franco-néerlandais Air France-KLM, qui détient actuellement 19,9% du capital de la compagnie scandinave SAS, prévoit de porter sa participation à 60,5%. Cette augmentation de capital se fera par le rachat de l'intégralité des parts détenues par le gestionnaire de fonds Castlake (32%) et la société d'investissement danoise Lind Invest (8,6%). L'Etat danois a annoncé son intention de maintenir sa participation (26,4% du capital). Sous-réserve de l'obtention des autorisations réglementaires requises par la Commission européenne, l'objectif est que SAS devienne une filiale d'Air France-KLM au deuxième semestre 2026.

Conférence de haut niveau sur le nucléaire en mer Baltique.

La Suède et la Finlande organiseront, le 7 octobre 2025 à Stockholm, une conférence de haut niveau

consacrée à l'énergie nucléaire dans la région de la mer Baltique. L'événement réunira des ministres, des chercheurs et des entreprises de l'ensemble de la filière nucléaire, de la construction des réacteurs à la gestion des déchets. L'objectif principal de cette initiative est de tirer des enseignements des difficultés rencontrées par le passé (coûts, délais de construction etc.).

Les pays nordiques dans le top 25 des dépôts de brevet en 2024.

En 2024, les pays nordiques ont déposé un total de 10 962 demandes de brevets auprès de l'Office européen des brevets (OEB). Sur la même période, la France a déposé 10 980 dossiers. Parmi les pays nordiques, la Suède se distingue en occupant la 10^{ème} position, avec 4 936 demandes. Elle est suivie par le Danemark, classé 13^{ème} avec 2 539 demandes, et par la Finlande, 14^{ème} avec 2 400 demandes. La Norvège se classe 25^{ème} avec 817 demandes de brevets enregistrées.

Danemark

Depuis le 1^{er} juillet, le Danemark exerce la présidence du Conseil de l'Union européenne. C'est la huitième fois que le pays assume cette responsabilité depuis son adhésion à l'UE en 1973.

Le 3 juillet à Aarhus, la Première ministre Mette Frederiksen et l'ensemble du gouvernement ont accueilli la présidente de la Commission européenne, Ursula Van der Leyen, les commissaires européennes, le président du Conseil européen, les ambassadeurs des Etats-membres de l'Union européenne auprès du Royaume du Danemark pour lancer officiellement le début de cette présidence. Le président ukrainien était également convié. Quatre priorités ont été affichées par la présidence : la sécurité et la défense, la question des migrations, la compétitivité et la transition écologique. Si la plupart des négociations inscrites à l'agenda européen du second semestre se dérouleront à Bruxelles ou à Luxembourg, le Danemark accueillera une série de conseils informels des ministres, ainsi qu'un conseil informel des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union, en octobre. Les deux premiers conseils informels des ministres se sont déroulés à Aalborg, les 6 et 7 juillet s'agissant du conseil informel des ministres de l'emploi et les 10 et 11 juillet s'agissant du conseil informel des ministres de l'environnement et du climat. A l'agenda de ce dernier figurent la négociation des objectifs climat que l'Union européenne se fixe pour 2040, la détermination des contributions nationales, la détermination des positions des Etats-membres et de l'Union lors de la COP 30 de Belém et la discussion autour de l'accord sur le plastique.

Révision des comptes nationaux par Danmarks Statistik : la croissance économique réduite de 105 Md DKK entre 2021 et 2025.

L'Institut national de statistique danois (*Danmarks Statistik*) a abaissé de 4,5 % le PIB cumulé sur cette période, ramenant la croissance annuelle moyenne de 2,6 % à 1,8 % (et à 0,8 % hors industrie pharmaceutique). Cette révision s'explique par une baisse de 7,7 points de

l'augmentation réelle des exportations, désormais attribuée à la hausse des prix plutôt qu'à un volume accru. La consommation privée de 2023 a également été révisée à la baisse de 8,1 Md€ (60 Md DKK). Malgré une hausse de l'emploi de 188 500 personnes depuis 2021, la productivité du secteur privé a reculé, tirant la croissance vers le bas.

Les revenus principaux des Danois, comprenant les salaires, pensions et prestations sociales telles que le chômage, ont augmenté en moyenne de 4,8 % en 2024,

selon le ministère de la Fiscalité (*Skatteministeriet*). Ce dynamisme s'observe notamment dans des zones rurales comme Læsø, Lolland, Struer et Vordingborg. Ces statistiques contredisent l'idée d'une croissance réservée aux grandes villes. La hausse est particulièrement marquée dans la commune de Kalundborg, où sont implantées d'importantes installations de production de l'entreprise pharmaceutique Novo Nordisk : le salaire moyen a progressé de 6,54 % (près de 2 800 €). Cette évolution est attribuée en partie aux accords des syndicats conclus ces dernières années.

La production industrielle danoise a reculé de 8,3 % sur les cinq premiers mois de 2025 par rapport à la même période en 2024,

selon les données de l'Institut national de statistique danois (*Danmarks Statistik*). Si une légère hausse de 0,1 % est enregistrée en mai, le repli global s'explique en grande partie par la baisse de 26,3 % observée dans l'industrie pharmaceutique, un secteur clé de l'économie danoise. Ce recul intervient dans un contexte de forte incertitude lié à la guerre commerciale menée par les États-Unis et à l'approche de la date butoir fixée par les autorités américaines pour conclure un accord commercial avec l'Union européenne.

Les fonds de pension ATP, PKA et PFA ont annoncé leur intention de vendre les participations qu'ils détiennent dans le capital de TDC

(Tele Danmark Communications) à hauteur de 50% du capital, à la société australienne de capital-investissement, Macquarie, détentrice de l'autre moitié. TDC est le principal opérateur de téléphonie danois. ATP, PKA et PFA avaient investi chacun 530 M€ en 2018, mais le prix de vente attendu se situe entre 700 et 800 M€, générant une perte totale estimée entre 800 et 900 M€. Cette mauvaise performance survient alors qu'ATP est déjà critiquée pour d'autres pertes majeures, notamment dans Northvolt, Better Energy et Green Hydrogen Systems. La vente attend encore l'autorisation de l'Autorité danoise des affaires (*Erhvervsstyrelsen*), qui évalue les risques liés au contrôle par Macquarie d'infrastructures sensibles. Le fonds d'investissement privé détient actuellement 50% des actions, le reste étant détenu à parts égales par les trois fonds de pension.

La ministre de la Digitalisation Caroline Stage (M) et 44 hauts dirigeants européens souhaitent suspendre la nouvelle réglementation européenne sur l'Intelligence artificielle (IA) prévue pour 2026.

Estimant que de nombreuses questions restent non résolues, la ministre, la Confédération de l'Industrie danoise (*Dansk Industri*) et plusieurs grandes entreprises demandent un report de l'application de cette loi afin de mieux expliquer les modalités pratiques aux entreprises. Adoptée par la Commission européenne en 2023, cette réglementation vise à encadrer l'usage de l'intelligence artificielle pour garantir la sécurité et les droits des citoyens, mais ses exigences restent complexes et manquent de clarté, risquant de freiner l'innovation et la compétitivité européenne. Cette demande de report est également soutenue par le Premier ministre suédois et 44 grandes sociétés européennes, dont Airbus, BNP Paribas et Philips, qui alertent sur les risques pour les ambitions européennes en matière d'IA face à la concurrence mondiale. La ministre danoise insiste cependant sur la nécessité de réglementer l'IA, tout en soulignant que la mise en œuvre doit se faire

avec un consensus commun pour éviter un « GDPR 2.0 » avec des interprétations divergentes dans les États membres.

Le gouvernement danois propose un nouveau dispositif pour faciliter le recrutement de travailleurs étrangers en provenance de 16 pays préalablement sélectionnés.

Ce système, basé sur des accords collectifs, permettra aux entreprises d'embaucher des salariés couverts par des accords négociés entre les employeurs et les syndicats danois. Les pays concernés sont notamment les États-Unis, le Royaume-Uni, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Ukraine, entre autres. La limite salariale minimale pour recruter ces travailleurs sera abaissée de 514 000 DKK à 300 000 DKK (de 69 000 € à 40 000 €), élargissant ainsi les possibilités d'embauche. Le dispositif n'a pas de plafond, mais pourra être suspendu si le taux de chômage dépasse 3,75% sur trois mois (*selon les statistiques nationales, le chômage s'élevait à 2,9% en juin 2025. Ces données diffèrent pour des raisons méthodologiques de celles d'Eurostat, qui l'établit à 6,2% en 2024*). Des conditions strictes de sélection seront appliquées. Par ailleurs, un système de certification et des contrôles en entreprise seront mis en place, ainsi qu'un système de carte d'identification sera aussi obligatoire pour les gros chantiers afin de lutter contre le "dumping social". Cette décision surprend l'opposition alors que les Sociaux-Démocrates s'étaient montrés très réservés à l'idée de desserrer les conditions d'entrée de la main-d'œuvre étrangère. Pour la Confédération de l'Industrie danoise (*Dansk Industri*), cette décision est suffisante pour diminuer la pression sur le marché du travail danois, alors que la Chambre de commerce danoise (*Dansk Erhverv*) souhaite encore plus d'assouplissements.

Finlande

La Finlande est classée 14^{ème} au classement IMD en termes de compétitivité en 2024. Selon la comparaison de 69 pays réalisée par le Suisse *Institute for Management Development*, la Finlande a gagné une place au classement, par rapport à 2023. Le classement du pays s'est amélioré en matière d'investissement international, d'évolution des prix et le droit des sociétés. Selon ce classement, la Suisse est classée 1^{ère} et la France 32^{ème}.

Les prix des vins, cidres et tabac devraient augmenter en 2026. Le ministère des Finances ouvre une consultation concernant la hausse d'environ 9% des accises pour le vin et les boissons alcoolisées fermentées de plus de 2,8% de volume. Le gouvernement envisage également l'indexation des accises des boissons alcoolisées sur l'indice des prix à la consommation harmonisé de l'ensemble des boissons (soit +1,4% en 2026). Une autre mesure concerne l'augmentation des accises de 37% pour les liquides pour cigarettes électroniques et produits sans fumée. Ces mesures rapporteraient respectivement 24 M€ et 30 M€ de recettes fiscales complémentaires par an. Ces mesures augmenteraient les prix des boissons alcoolisées d'environ 3%, et ceux des produits pour cigarettes électroniques de 14%. Les projets sont actuellement en phase consultative jusqu'au 20 août 2025.

Un pilote de SMR calorigène sera construit au centre de Helsinki. *Steady Energy*, développeur finlandais de réacteurs nucléaires de petite taille, a bouclé un financement de 32 M€ auprès d'investisseurs nationaux et internationaux pour la construction d'un SMR pilote qui sera installé dans la centrale au charbon désaffectée de Salmisaari. *Steady Energy* propose de fabriquer des SMR calorigènes de 50 mégawatts destinés aux zones urbaines densément peuplées. L'entreprise a conclu des accords préliminaires pour quinze réacteurs en Finlande. La construction du site pilote devrait commencer à la fin de 2025.

Plus de 90 M€ de financements européens accordés à des projets de transport finlandais. La Commission européenne a accordé 91 M€ au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) à neuf projets particulièrement importants en termes de sécurité d'approvisionnement, de mobilité militaire et de commerce extérieur en Finlande. Près de la moitié, soit environ 42 M€, ont été accordés à la construction d'un nouveau brise-glace de classe B en mer Baltique.

Le ministère de l'Agriculture et des Forêts lance un paquet de mesures visant à renforcer la croissance des forêts et les puits de carbone. Le paquet comprend des modifications législatives, un pilotage financier et des conseils destinés aux propriétaires forestiers et aux opérateurs du secteur forestier. Les mesures permettront d'accélérer la fertilisation sanitaire des forêts, l'expansion de la surface forestière, la croissance des arbres et la séquestration du carbone grâce à la gestion des forêts. Des modifications seront apportées à la législation forestière afin d'appuyer l'objectif de maintenir une densité forestière suffisante et une régénération rapide des forêts après l'exploitation. Les mesures renforceront également la prévention et la surveillance des dommages forestiers.

Un consortium d'entreprises dirigé par Nokia candidate à la construction d'un giga-usine d'IA en Finlande. Le gouvernement finlandais soutient cette candidature et la lettre d'intention adressée à la Commission européenne. La Commission a ouvert l'appel à candidatures pour la construction de jusqu'à cinq giga-usines d'IA en Europe dans le cadre du programme *InvestAI* cherchant à mobiliser 200 Md€. Le Premier ministre finlandais avait suggéré en avril dernier de localiser la giga-usine à Kajaani, à proximité du supercalculateur Lumi.

Islande

Les banques Kvika Banki et Arion Banki annoncent leur intention de fusionner.

Le conseil d'administration de *Kvika Banki* a annoncé le 6 juillet, qu'il approuvait l'ouverture de discussions avec *Arion Banki* en vue d'une fusion des deux établissements, rejetant par-là l'offre de rachat d'*Islandsbanki*. Selon la lettre d'intention signée et publiée par les deux établissements bancaires, les actionnaires de *Kvika Banki* devraient recevoir 26% des parts de l'entité issue de la fusion des deux banques. Les négociations entre les deux banques devraient commencer dans les semaines à venir.

L'inflation progresse légèrement d'un mois sur l'autre.

Mesurée à 3,8% au mois de mai 2025, l'inflation islandaise connaît une légère remontée au mois de juin 2025 et s'établit à 4,2%, retrouvant son niveau du mois d'avril 2025. L'indice des prix à la consommation est tiré par une augmentation de 12% du prix des vols internationaux et de 2,3% des tarifs hôteliers et du secteur de la restauration. Cette légère remontée de l'inflation génère de l'incertitude quant à la décision de la Banque centrale islandaise sur les taux d'intérêt, qui interviendra le 20 août prochain. Depuis le 21 mai 2025, son taux directeur est de 7,5%.

La croissance islandaise estimée à 2,2% pour 2025.

L'Institut islandais des statistiques a annoncé le 4 juillet 2025 une révision à la hausse de ses prévisions de croissance pour 2025. Après un recul de 0,7% du PIB en 2024, la croissance devrait mesurer 2,2% en 2025. *Statistics Iceland* s'attend à ce que la tendance se poursuive sur les années à venir, avec des prévisions de croissance de 2,5% pour 2026 et 2,8% pour 2027. Ces estimations reposent sur l'hypothèse d'une hausse des investissements, en particulier dans le secteur des *Data Centers*, et de la consommation privée, soutenue par un

atterrissage progressif de l'inflation et une baisse des taux d'intérêt.

D'une année sur l'autre, le nombre de nuitées hôtelières enregistre 10% d'augmentation.

Au mois de mai, le nombre de nuitées hôtelières en Islande a augmenté de 9,8% d'une année sur l'autre. 431 000 nuitées ont été enregistrées en mai 2025, contre 392 000 sur la même période l'année précédente. Les régions de l'Ouest et des Westfjords rapportent en particulier une hausse de 31% de l'occupation des hôtels, suivies par la région du sud de l'Islande (+14,8%) et de la capitale (+8,9%). La clientèle est constituée à 87% de touristes étrangers, parmi lesquels les touristes américains forment le contingent le plus important: ils représentent près d'un tiers du total des nuitées réservées dans l'ensemble du pays.

Incertitude concernant le cadre juridique de la construction de nouvelles centrales hydroélectriques.

Par un arrêt rendu le 9 juillet 2025, la Cour suprême islandaise a confirmé l'annulation, prononcée en janvier par le tribunal de district de Reykjavik, du permis accordé à *Landsvirkjun* pour la construction de la nouvelle centrale hydroélectrique de *Hvammsvirkjun*. Amorcé en 2003 et après de nombreux revirements, le projet avait été approuvé par l'agence islandaise pour l'environnement et l'énergie en septembre 2024. Un recours avait ensuite été déposé, contestant la compétence de l'agence à délivrer un permis portant sur la modification d'un cours d'eau. La décision de la Cour intervient en dépit de l'adoption, le 16 juin 2025, d'une loi visant spécifiquement à lever l'incertitude juridique qui avait motivé la décision du Tribunal. Le PDG de *Landsvirkjun* a annoncé qu'une nouvelle demande de permis serait déposée.

Norvège

Article IV du FMI. Le 26 juin, le FMI a publié ses conclusions préliminaires relatives à l'examen des politiques économiques norvégiennes au titre de l'Article IV des Statuts du FMI. Elles saluent la résilience de l'économie norvégienne, mais soulignent certaines vulnérabilités du système financier (fort endettement des ménages). Elles recommandent de maintenir les taux directeurs à leur haut niveau pour infléchir l'inflation et de poursuivre les efforts pour accroître l'offre de travail et l'inclusion.

Accord de libre-échange avec le Mercosur. L'AELE et le Mercosur ont signé le 3 juillet 2025 un accord de libre-échange, après huit années de négociation. Le commerce entre les deux zones est ainsi libéralisé sur la majorité des produits échangés. Les denrées agricoles demeurent quant à elles toujours protégées par des droits de douanes, à l'exception du café, des viandes (bœuf, poulet, porc), du vin rouge et de plusieurs produits cuisinés – cette mesure visant à protéger l'agriculture norvégienne. En 2024, la Norvège a importé 1,9 Md€ de marchandises des pays du Mercosur et y a exporté 1 Md€ de biens.

Adoption d'une nouvelle loi sur l'industrie minière. Le Parlement a adopté une nouvelle loi visant à renforcer l'industrie minière en Norvège. Le texte comprend plusieurs mesures ayant pour but d'assurer une meilleure coordination entre les administrations concernées par la délivrance de permis miniers, accélérer les processus et créer un permis minier unique. La loi assurera aussi aux populations sames une meilleure redistribution financière des bénéfices tirés de l'exploitation des sous-sols tout en garantissant un cadre écologique renforcé.

Publication du livre blanc sur les exportations de l'industrie de défense norvégienne en 2024. Les entreprises norvégiennes ont exporté pour 1,4 Md€ de produits, services et technologies à usage militaire, soit une augmentation de 36 % par rapport à 2023. 96 % des exportations d'armes et de munitions avaient pour destination les pays européens et de l'OTAN. Les États-Unis sont le premier

acheteur du matériel norvégien, achetant pour 300 M€ de matériel, contre 180 M€ en 2023. La France a importé quant à elle 19,7 M€ d'équipements norvégiens.

Signature d'un partenariat entre Thales et Kongsberg. Thales et Kongsberg ont annoncé le 28 mai la fusion de leurs filiales spécialisées dans les communications sécurisées et cryptées, afin de « répondre aux exigences européennes d'amélioration de l'interopérabilité, de souveraineté et de besoin croissant de matériel ». En Norvège, la société emploiera 350 personnes à Oslo, Trondheim et Asker.

Quatre nouvelles zones d'exploitation de l'énergie éolienne maritime. La direction norvégienne des ressources en eau et de l'énergie (NVE) a évalué le potentiel de 16 nouvelles zones susceptibles d'accueillir une production d'énergie éolienne en mer. Parmi celles-ci, quatre zones localisées au sud de la Mer du Nord, à proximité de la frontière avec le Danemark, offriraient les conditions les plus favorables à l'exploitation, en raison de l'abondance des ressources éoliennes, de coûts d'exploitation moindres et de la proximité du réseau électrique.

Nouvelle étape du projet Fram Sør en mer du Nord. Equinor a remis le 26 juin au ministère de l'Énergie les plans de ses futures infrastructures en mer du Nord. Le projet Fram Sør permettra d'exploiter, à compter de 2029, de nouveaux gisements découverts à proximité des plateformes Fram et Troll. Les réserves sont estimées à 116 millions de barils d'équivalent pétrole, et seraient constituées à 75 % de pétrole et à 25 % de gaz. Equinor envisage d'investir plus de 1,8 Md€ sur ce site.

Encadrement de l'activité des data center. Le gouvernement a présenté le 27 juin un nouveau cadre visant à accompagner le déploiement de centres de données en Norvège. La stratégie clarifie les exigences en matière de sécurité, renforce la réglementation environnementale et encourage une meilleure utilisation de la chaleur excédentaire.

Suède

Le PIB est en hausse de 0,5 % en glissement annuel.

Le PIB de la Suède s'est contracté de 0,2 % en mai par rapport à avril 2025, selon l'indicateur préliminaire de SCB. Ce niveau est aligné avec les attentes des marchés (-0,2 %) et s'explique par la faible consommation des ménages et un affaiblissement du solde du commerce extérieur (biens). En glissement annuel (mai 2024-mai 2025), la hausse du PIB est limitée à +0,5 %.

Le déficit financier de l'Etat ne cesse d'augmenter.

Selon l'Agence suédoise de la dette (*Riksgälden*), le déficit des finances de l'Etat a atteint 81,7 Md SEK (-7,4 Md€) en juin, alors que l'agence prévoyait un déficit de 49,2 Md (-4,5 Md€). La différence est principalement due à l'augmentation des prêts nets. En glissement annuel (juin 2024 – juin 2025), le déficit atteint désormais près de 130 Md SEK (11,8 Md€), ce qui porte la dette globale à 1 171 Md SEK (106 Md€) fin juin 2025.

L'inflation a atteint 2,9 % en juin.

L'indice des prix à la consommation (hors effets taux, CPIF) est passée de 2,3 % en mai à 2,9 % en juin selon les chiffres provisoires de l'Office suédois des statistiques (SCB). Les analystes anticipaient une hausse du CPIF de 2,5 %. Alors que la *Riksbank* a abaissé son taux directeur à 2 %, ces chiffres pourraient menacer les deux baisses du taux directeur de la *Riksbank* attendues d'ici la fin de l'année (de 2 % à 1,5 %).

Le nombre d'agences nationales a fortement diminué en 20 ans.

Selon l'Agence de la gestion publique (*Statskontoret*), le nombre d'agences est ainsi passé de plus de 550 en 2005 à 367 début 2025. Depuis 2015, il oscille entre 364 et 374. Les agences nationales produisent toutes un rapport annuel audité par l'Agence nationale d'audit (*Riksrevisionen*).

Le gouvernement suédois est ouvert à la production de matériel de défense ukrainien sur son sol.

Le ministre de la Défense, Pål Jonson, a déclaré que le gouvernement souhaitait renforcer la coopération industrielle de défense avec l'Ukraine, et qu'un accord similaire à celui conclu entre l'Ukraine et le Danemark était à l'étude. Il a également encouragé les entreprises suédoises du secteur de la défense à s'implanter en Ukraine.

Stockholm serait la capitale européenne offrant la meilleure qualité de l'air.

Selon l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), Stockholm est actuellement la capitale européenne présentant la meilleure qualité de l'air, devant Reykjavik et Helsinki. Cette performance s'explique notamment par des exigences plus strictes en matière d'émissions, l'augmentation du nombre de voitures électriques et l'interdiction des pneus cloutés dans certains quartiers de la ville.

Les prix des appartements dans le centre de Stockholm s'alignent sur ceux de Paris.

Malgré un léger recul de 0,5 % au dernier trimestre, les prix des logements ont progressé de 2,3 % sur un an, selon la Fédération des agents immobiliers suédois (*Svensk Mäklarstatistik*). Le prix moyen atteint désormais 110 000 SEK/m², soit environ 10 000 €/m².

Northvolt pourrait trouver un repreneur pour son activité en Suède.

Après les ventes des activités de Northvolt aux Etats-Unis puis en Pologne à l'américain Lyten, le syndic de faillite annonce que cinq acteurs auraient manifesté un intérêt pour une reprise totale ou partielle de Northvolt en Suède. A ce stade, les acteurs intéressés ne sont pas connus. Il s'agirait d'acteurs étrangers, originaires d'autres pays européens, d'Amérique du Nord et d'Inde.

Alfa Laval finalise l'acquisition de Fives Cryo pour 800 M€.

Alfa Laval, leader mondial dans les technologies d'échange thermique, de séparation et de transfert de fluides, a finalisé début juillet 2025 l'acquisition de Fives Cryo, une entreprise vosgienne spécialisée dans les technologies de transfert de chaleur et de pompage cryogéniques. Annoncée au début de l'année 2025, cette opération intègre Fives Cryo (700 employés, 200 M€ de CA) à la division Énergie d'Alfa Laval. Cette acquisition stratégique vise à élargir l'offre d'Alfa Laval sur les marchés du gaz naturel liquéfié (GNL), de l'hydrogène et de la capture de carbone. Avec cette intégration, Alfa Laval (22 300 employés, 5,8 Md€ de CA) renforce également son engagement en faveur de la transition énergétique.

Grande distribution : la coopérative Coop continue d'enregistrer des pertes.

Coop, qui contrôle 17,7% du marché de la grande distribution alimentaire (contre 35% en 1966, *exæquo* à l'époque avec ICA) continue

d'afficher des marges négatives (-3,4% en 2024). La situation est particulièrement préoccupante pour sa filiale de la région sud, Coop Syd, qui a récemment vendu une partie de son parc foncier pour combler ses pertes (marge négative de -6,7%). Ce secteur est dominé depuis des années par trois acteurs: ICA (49,9% de part de marché), Axfood (21,9%) et Coop (17,7% du marché). Ce trio contrôle ainsi près de 90% du secteur.

Faillite du parc éolien d'Aldermyrbeget.

Le 16 mai 2025, le tribunal de Stockholm a déclaré en faillite la société qui exploite le parc éolien d'Aldermyrberget, d'une capacité de 71 MW situé près de Skellefteå. Cette décision fait suite à un endettement massif dépassant 1 Md SEK (environ 90 M€), dont plus de 500 M SEK (environ 45 M€) vis-à-vis de l'industriel Boliden. Selon la compagnie éolienne, la faillite serait liée à un contrat de vente d'électricité (PPA) à prix fixe sur 15 ans, devenu non rentable.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	-0,2
Danemark	1,5	1,8	3,7	-0,5
Finlande	0,8	-0,9	-0,1	0,0
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	-0,1
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,0
Islande	9	5,6	-0,7	nc

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

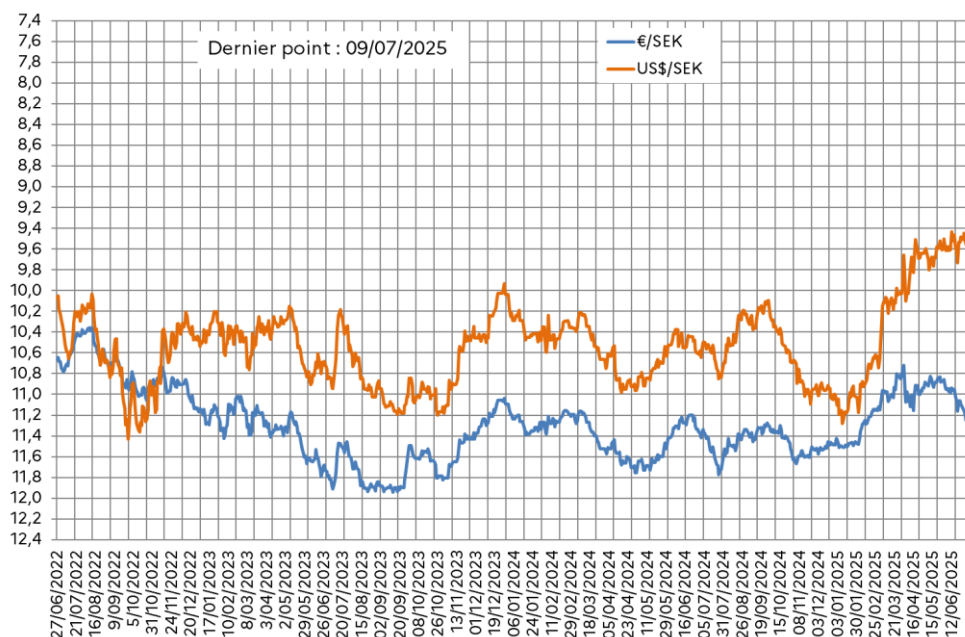
	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025
Suède	8,4	8,6	2,8	0,9*
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2

Sources : [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

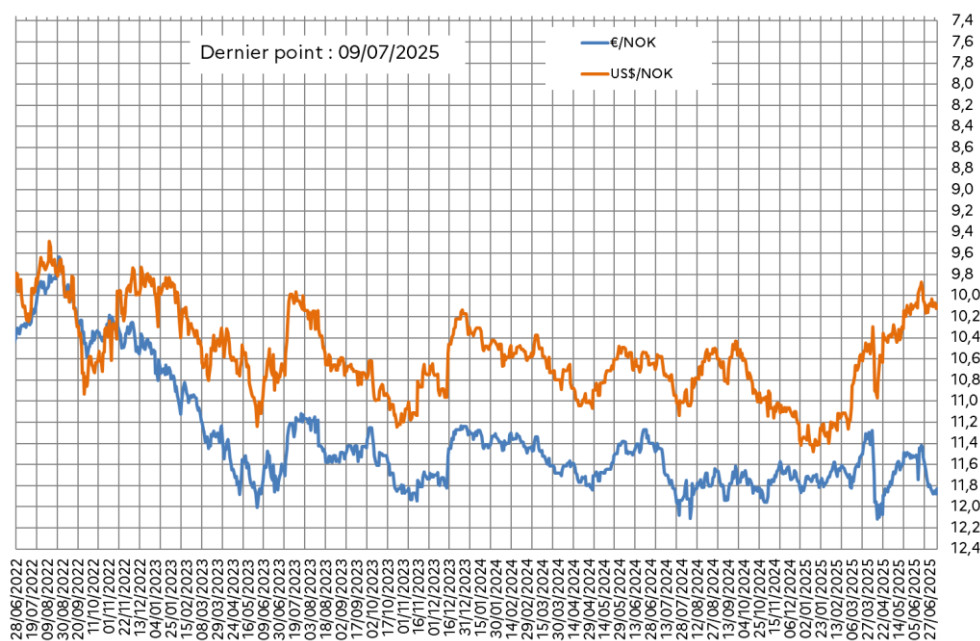
² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, R. Mellin), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, G. Glorieux), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, J. Picard, A. Cherhal) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : juliette.picard@dtresor.gouv.fr